

SNCF, UNIVERSITÉS, EHPAD, CARREFOUR, FONCTION PUBLIQUE... Construisons une lutte tous ensemble !

Depuis plusieurs semaines, des luttes se développent dans de nombreux secteurs, dans les services publics (fonction publique, SNCF, santé, éboueurs, énergie...) comme dans le privé (Carrefour, Dresser, Ford...). Par delà des spécificités, toutes ces luttes dénoncent des reculs sociaux qui se rattachent à une même politique :

CASSER LES SERVICES PUBLICS

- ✓ en préparant la privatisation de la SNCF et l'ouverture à la concurrence
- ✓ en supprimant 120000 emplois dans la fonction publique
- ✓ en asphyxiant l'hôpital public et les services publics utiles à la population
- ✓ dans l'éducation, en surchargeant les classes, en cassant les diplômes (bac, CAP), en dérégulant sous couvert d' « autonomie » des établissements

CASSER L'EMPLOI ET LES DROITS DES SALARIÉS, DU PRIVÉ COMME DU PUBLIC

- ✓ en détruisant le Code du travail
- ✓ en accélérant l'ubérisation du monde du travail
- ✓ en attaquant la fonction publique : recrutement de contractuels, plan de départs volontaires
- ✓ en renforçant le contrôle des chômeurs

CASSER LES RÉSISTANCES COLLECTIVES :

- ✓ en tentant de mettre à genoux les cheminot.e.s et à travers eux/elles, tous ceux/celles qui résistent collectivement
- ✓ en détruisant les collectifs : mérite, individualisation, management, sélection à l'université
- ✓ en cherchant à diviser les travailleurs.ses (public/privé, actifs/retraité.e.s/chômeurs.ses, grévistes/usagers...)
- ✓ en discréditant la grève et la lutte collective, avec l'appui d'une partie des médias complaisants

IMPOSER UNE POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ : MAIS À QUI PROFITE LE CRIME ?

- ✓ aux actionnaires : 51 milliards de dividendes distribués aux actionnaires pour le seul premier semestre 2017
- ✓ aux plus grosses fortunes : suppression de l'ISF
- ✓ aux fraudeurs et aux évadés fiscaux : au moins 60 milliards d'euros manquent ainsi chaque année dans les caisses de l'Etat
- ✓ au budget de la « Défense » : + 1,7 milliard par an jusqu'en 2022, + 3 milliards jusqu'en 2025

ALORS, IL N'Y AURAIT DONC AUCUNE ALTERNATIVE ? A L'ÉVIDENCE, NON !



Tous ces choix politiques bénéficient à une minorité privilégiée et les salarié.e.s que nous sommes n'ont rien à y gagner. Pour la CGT, il ne peut y avoir de véritable progrès social que si nous renouons avec les luttes collectives pour nos emplois, pour nos conditions de vie, pour des droits qui nous protègent, pour des services publics dignes de ce nom.

Le prétendu dialogue social, tant vanté par le patronat et l'exécutif, n'est qu'une illusion visant à empêcher les salariés de se prendre en main: c'est avant tout les luttes collectives qui permettront de mettre un coup d'arrêt aux régressions sociales que nous subissons.

CHEMINOT.E.S, SALARIÉ.E.S, FONCTIONNAIRES, ENSEIGNANT.E.S, ÉTUDIANT.E.S, CITOYEN.NE.S :

TOUS EN GREVE LE 19 AVRIL

ROUEN 10h, Rectorat, pour rejoindre le cortège interpro

SYNDIQUEZ VOUS ! RENSEIGNEZ VOUS !
www.education7627.fr

